

l'intersyndicale appelle à poursuivre la mobilisation et réclame la reprise des discussions avec le ministre

5-6 minutes

Réunis en intersyndicale lundi 17 juin, à la fin de la première journée des épreuves du baccalauréat pour laquelle ils avaient appelé à la grève ([lire sur AEF info](#)), plusieurs syndicats enseignants (dont la [FSU](#), le [Snalc](#), la [CGT](#) et [Sud](#)) "appellent à continuer à se réunir en AG et à poursuivre la grève là où elle a été décidée collectivement". Frédérique Rolet, du [Snes](#), "demande solennellement au ministre de discuter sur la réforme du bac". Par ailleurs, l'intersyndicale "met en débat" une éventuelle grève le premier jour du [DNB](#), le 27 juin.



Des enseignants ont manifesté au métro "rue du bac", à Paris, le 17 juin 2019, premier jour du bac Erwin Canard

"Rue du bac", à Paris : c'est l'endroit où les syndicats (1) qui avaient appelé à la grève de surveillance du bac - "très suivie" selon le [Snes-FSU](#) mais n'ayant mobilisé que 5,4 % des enseignants du second degré selon le [MEN](#) ([lire sur AEF info](#)) - ont manifesté, lundi 17 juin 2019. En fin de journée, ils se sont réunis en intersyndicale pour décider de la suite de la mobilisation, à laquelle s'est ajoutée l'[Apses](#) (2).

Il n'y a pas d'appel national à la grève, mardi 18 juin, mais les syndicats appellent à "continuer à se réunir en assemblées générales et à poursuivre la grève là où elle a été ou sera décidée collectivement". Dans certaines villes, comme à [Lyon](#) et Nancy, des assemblées générales d'enseignants grévistes ont ainsi appelé à poursuivre la grève mardi 18 juin.

En outre, des préavis de grève ont été déposés pour toute la période des examens et les organisations appellent à "mettre en débat" la possibilité d'une grève le premier jour des épreuves du DNB, jeudi 27 juin. Le 27 juin sera aussi une journée d'action interfédérale de protestation ([lire sur AEF info](#)) contre le projet de loi "pour la transformation de la fonction publique" ([lire sur AEF info](#)) et pour le pouvoir d'achat.

"Le mouvement sera suivi demain" (Valérie Sipahimalani, Snes)

Lors d'un point presse organisé rue du bac à Paris, Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU, entend s'appuyer sur la mobilisation du premier jour. "Il n'y a pas qu'une ou deux académies mobilisées, c'est un mouvement général. Dans beaucoup de lycées, il y a 50 % de grévistes", assure-t-elle. Valérie Sipahimalani, également du syndicat majoritaire du second degré, estime en outre que "beaucoup de grévistes n'ont pas été convoqués aujourd'hui, c'est pourquoi le mouvement sera suivi demain, avec ceux qui avaient envie de faire grève mais ne l'ont pas pu".

L'objectif du mouvement est notamment la relance des négociations sur les réformes éducatives en cours. "Nous demandons solennellement au ministre de discuter sur la réforme du bac. Des aménagements sont possibles, par exemple sur le calendrier. Nous demandons également des améliorations sur les rémunérations ou les conditions de travail", précise Frédérique Rolet.

"Le dialogue social n'existe plus" (Jean-Rémi Girard, Snalc)

Elle est rejointe par Jean-Rémi Girard, président du Snalc : "Le dialogue social n'existe plus, j'ai rarement vu une situation aussi bloquée. Le ministre communique de façon méprisante aux personnels. Nous, nous sommes ouverts aux discussions, notre porte est ouverte, mais si le MEN continue de refuser, nous allons être obligés de continuer la mobilisation".

L'enseignant se dit en outre "extrêmement choqué par ce qu'a dit le ministre, notamment quand il parle de prise d'otage ou de syndicats 'agressifs' alors qu'on fait grève". "Nous demandons au ministre de changer de comportement", ajoute Patrick Désiré, secrétaire général de la CGT Educ'action.

Dépêche n° 608168